



LES MATELLES

NOTE DE PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2019

Sommaire :

I. Le cadre général du budget

II. La section de fonctionnement

III. La section d'investissement

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

Annexe : extrait du CGCT

I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la ville.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2019. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre, sincérité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2019 a été voté le 10 avril 2019 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux.

Ce budget a été réalisé sur les bases du débat d'orientation budgétaire présenté le 18 mars. Il a été établi avec la volonté :

- De maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- De contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- De mobiliser des subventions auprès du conseil départemental et de la Région chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la ville ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

II. La section de fonctionnement

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (cantine, centres de loisirs, piscine...), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions.

Les recettes de fonctionnement 2019 représentent **1 847 048 ,61 euros**.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Les salaires représentent 50% des dépenses de fonctionnement de la ville.

Les dépenses de fonctionnement 2019 représentent **1 847 048, 61 euros**

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la commune à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Les recettes de fonctionnement des villes ont beaucoup baissé du fait d'aides de l'Etat en constante diminution. (DGF s'élève en 2016 à : 163 952 €, à :149 902€ en 2017, à 150 785 € en 2018.)

Il existe trois principaux types de recettes pour une ville :

-Les impôts locaux : 929 144 € prévision 2019.

-Les dotations versées par l'Etat : 328 465 € prévision 2019.

-Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population : 108 050 € prévision 2019.

Les principales dépenses et recettes de la section de fonctionnement :

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2018 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=RAR + proposé) |
|---|--|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|------------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 707 572,78 | 0,00 | 712 366,69 | | 712 366,69 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 743 391,82 | 0,00 | 924 556,00 | | 924 556,00 |
| 014 | Atténuations de produits | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 127 200,00 | 0,00 | 128 150,00 | | 128 150,00 |
| Total des dépenses de gestion courante | | 1 578 164,60 | 0,00 | 1 765 072,69 | | 1 765 072,69 |
| 66 | Charges financières | 51 227,38 | 0,00 | 48 586,31 | | 48 586,31 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 51 458,26 | 0,00 | 33 389,61 | | 33 389,61 |
| 022 | Dépenses imprévues (fonctionnement) | | | 0,00 | | 0,00 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | | 1 680 850,24 | 0,00 | 1 847 048,61 | | 1 847 048,61 |
| 023 | Virement à la section d'investissement (5) | 86 000,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections (5) | | | 0,00 | | 0,00 |
| 043 | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonc | | | 0,00 | | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre de fonctionnement | | 86 000,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| TOTAL | | 1 766 850,24 | 0,00 | 1 847 048,61 | | 1 847 048,61 |

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2018 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=RAR + proposé) |
|---|--|-------------------------------|----------------------------|------------------------|----------|------------------------|
| 013 | Atténuations de charges | 30 000,00 | 0,00 | 15 000,00 | | 15 000,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes diverses | 76 850,00 | 0,00 | 77 550,00 | | 77 550,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 1 004 747,00 | 0,00 | 1 039 894,00 | | 1 039 894,00 |
| 74 | Dotations, subventions et participations | 523 011,78 | 0,00 | 551 614,00 | | 551 614,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 31 500,00 | 0,00 | 31 500,00 | | 31 500,00 |
| Total des recettes de gestion courante | | 1 666 108,78 | 0,00 | 1 715 558,00 | | 1 715 558,00 |
| 76 | Produits financiers | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | | 1 666 108,78 | 0,00 | 1 715 558,00 | | 1 715 558,00 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections (5) | | | 0,00 | | 0,00 |
| 043 | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonc | | | 0,00 | | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre de fonctionnement | | | | 0,00 | | 0,00 |
| TOTAL | | 1 666 108,78 | 0,00 | 1 715 558,00 | | 1 715 558,00 |

+

| | |
|---|-------------------|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) | 131 490,61 |
|---|-------------------|

=

| | |
|--|---------------------|
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 1 847 048,61 |
|--|---------------------|

c) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2019 :

- concernant les ménages :

- . Taxe d'habitation : 14,58%
- . Taxe foncière sur le bâti : 18,36%
- . Taxe foncière sur le non bâti : 105,70%

- concernant les entreprises

Cotisation foncière des entreprises (CFE) : 28,76% perçue en 2018

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à **929 144,00 €**

d) Les dotations de l'Etat.

Les dotations attendues de l'Etat s'élèveront à **328 465 €**

La DGF est de 151 383,00 € en 2019.

- La Dotation de Solidarité Rurale « bourg centre » est de 104 109 € en 2019.

- La Dotation nationale de péréquation est de 41 021€ en 2019.

- La Dotation de solidarité rurale "péréquation" est de 31 952 € en 2019.

III. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.

- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la construction d'un nouveau centre de loisirs, à la réfection du réseau d'éclairage public...).

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2018 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=RAR + proposé) |
|-------|---|----------------------------------|-------------------------------|---------------------------|----------|---------------------------|
| 010 | Stocks (5) | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | | 13 679,56 | 17 000,44 | | 30 680,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 1 343 592,58 | 454 322,29 | 97 714,08 | | 552 036,37 |
| | Total des dépenses d'équipement | 1 343 592,58 | 468 001,85 | 114 714,52 | | 582 716,37 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 289 534,81 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 85 632,50 | 0,00 | 105 623,24 | | 105 623,24 |
| 18 | Compte de liaison : affectation (7) | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées à des participa | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (investissement) | | | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des dépenses financières | 375 167,31 | 0,00 | 105 623,24 | | 105 623,24 |
| 45.. | Total des opé. pour le compte de tiers (8) | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des dépenses réelles d'investissement | 1 718 759,89 | 468 001,85 | 220 337,76 | | 688 339,61 |
| 040 | Opérations d'ordre entre sections (4) | | | 0,00 | | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (4) | | | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des dépenses d'ordre d'investissement | | | 0,00 | | 0,00 |
| | TOTAL | 1 718 759,89 | 468 001,85 | 220 337,76 | | 688 339,61 |
| | | | | | | + |
| | D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1) | | | | | 0,00 |
| | | | | | | = |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | | | | | 688 339,61 |

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent | Restes à réaliser 2018 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=RAR + proposé) |
|--|---|----------------------------------|-------------------------------|---------------------------|----------|---------------------------|
| 010 | Stocks (5) | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 808 475,68 | 230 705,27 | 0,00 | | 230 705,27 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 808 475,68 | 230 705,27 | 0,00 | | 230 705,27 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 85 000,00 | 0,00 | 280 000,18 | | 280 000,18 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (9) | 210 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | | 100 000,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectation (7) | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées à des participa | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 024 | Produits de cessions | | | 0,00 | | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 295 000,00 | 0,00 | 380 000,18 | | 380 000,18 |
| 45.. | Total des opé. pour le compte de tiers (8) | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| Total des recettes réelles d'investissement | | 1 103 475,68 | 230 705,27 | 380 000,18 | | 610 705,45 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement (4) | 86 000,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 040 | Opérations d'ordre entre sections (4) | | | 0,00 | | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (4) | | | 0,00 | | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre d'investissement | | 86 000,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| TOTAL | | 1 189 475,68 | 230 705,27 | 380 000,18 | | 610 705,45 |

| | |
|---|-------------------|
| + | |
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | 77 634,16 |
| = | |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 688 339,61 |

c)) Les principaux projets de l'année 2019 sont les suivants : (à préciser)

- Agencement de l'ancienne poste
- Aménagement aire de jeux
- Création d'un pigeonnier
- Extension de la cantine

d) Les subventions d'investissements prévues :

- de l'Etat : DETR
- du Département : Hérault Energies
- Autres : fonds de concours CCGPSL.

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | | II |
|---|--|--|
| VUE D'ENSEMBLE | | A1 |
| FONCTIONNEMENT | | |
| | DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT |
| CREDITS DE FONCTIONNEMENT PROPOSES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 1 847 048,61 | 1 715 558,00 |
| + | + | + |
| R E P O R T S | RESTES A REALISER (R.A.R) de L'EXERCICE PRECEDENT (3) | |
| | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2) | (si déficit) 131 490,61 |
| = | = | = |
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (4) | 1 847 048,61 | 1 847 048,61 |
| INVESTISSEMENT | | |
| | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |
| CREDITS D'INVESTISSEMENT PROPOSES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) (y compris le compte 1068) | 220 337,76 | 380 000,18 |
| + | + | + |
| R E P O R T S | RESTES A REALISER (R.A.R) de L'EXERCICE PRECEDENT (3) | 468 001,85 230 705,27 |
| | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) 77 634,16 |
| = | = | = |
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (4) | 688 339,61 | 688 339,61 |
| TOTAL | | |
| TOTAL DU BUDGET (4) | 2 535 388,22 | 2 535 388,22 |

b) Principaux ratios

Dépenses réelles de fonctionnement / population : 898 €

Produit des impositions directes/population : 452 €

Recettes réelles de fonctionnement / population : 834,42€

Encours dette / population : 747 €

Potentiel fiscal des 3 taxes : 1 321 018 €

Potentiel fiscal des 3 taxes par habitant : 643 €

DGF/population : 159,76€

c) Etat de la dette

La commune a contracté trois emprunts pour la construction de la médiathèque, de l'école élémentaire et du bâtiment de la trésorerie. L'ensemble des emprunts sont à taux fixe.

Montant total des emprunts : 2 072 774,33 €

Capital restant dû : 1 536 612,26 €

Le remboursement du capital des emprunts en cours de la commune représente pour l'année 2019 : (105 623,24 € + 46 586,31 €) = 152 209,55 €

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L 5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à : Les Matelles, le 15 avril 2019

Le Maire,
Alain BARBE

Code général des collectivités territoriales – article L 2313-1

Les budgets de la commune restent déposés à la mairie où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L2343-2, sont assortis en annexe :

1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ; 2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;

3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;

4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :

a) détient une part du capital ;

b) a garanti un emprunt ;

c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;

5° Supprimé ;

6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;

7° De la liste des délégataires de service public ;

8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme ;

9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L1414-1 :

10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.

Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.

Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune.

Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée et les dotations et participations reçues pour le financement du service, liées notamment aux ventes d'énergie ou de matériaux, aux soutiens reçus des éco-organismes ou aux aides publiques, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Les établissements publics de coopération intercommunale et les communes signataires de contrats de ville présentent annuellement un état, annexé à leur budget, retraçant les recettes et les dépenses correspondant aux engagements pris dans le cadre de ces contrats. Y figurent l'ensemble des actions conduites et des moyens apportés par les différentes parties au contrat,

notamment les départements et les régions, en distinguant les moyens qui relèvent de la politique de la ville de ceux qui relèvent du droit commun.

Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.

Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L2312-1, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.